

Violences du 17 octobre : LFI va "saisir la Cour de justice" contre Laurent Nuñez après des révélations de Mediapart

Par [Chanaël CHEMIN](#) Publié le 20/10/26 à 14:15 - Mis à jour le 20/10/26 à 14:3

<https://www.laprovence.com/article/politique/33626312060072/violences-du-17-octobre-lfi-va-saisir-la-cour-de-justice-contre-laurent-nunez-apres-des-revelations-de-mediapart>



Manuel Bompard, député La France Insoumise et coordinateur de l'équipe opérationnelle de LFI, dans les locaux du journal La Provence.
/ PHOTO Nicolas VALLAURI

Manuel Bompard, le coordinateur national des Insoumis, annonce ce mardi 20 octobre son intention de saisir la Cour de justice de la République contre le ministre de l'Intérieur.

LFI, par la voix de Manuel Bompard, a annoncé ce mardi 20 octobre vouloir poursuivre [le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez](#) devant la Cour de justice de la République suite à la publication d'un article de [Mediapart](#) selon lequel le **gouvernement aurait demandé aux services de renseignement de mettre en cause LFI dans [les violences du week-end](#).**

"Je vais saisir la Cour de justice de la République contre le ministre Nuñez, parce que fabriquer des faux documents... faire ce

qu'on appelle de l'abus d'autorité, c'est-à-dire donner des consignes qui vont au-delà de ses prérogatives, ce sont des délits", a déclaré le coordinateur national de LFI sur Franceinfo.

"Rapports mensongers"

"Si les renseignements territoriaux produisent des rapports mensongers, si on leur demande d'écrire à l'intérieur de ces rapports des choses qui sont fausses [...] ça s'appelle un scandale d'État", a-t-il martelé.



Manuel Bompard
@mbompard · [Suivre](#)



J'alerte sur une véritable scandale d'État.

Selon Mediapart, le gouvernement a obligé les renseignements territoriaux à imputer la responsabilité du 17 octobre à La France insoumise « alors que c'est objectivement faux ».

Je saisis la Cour de justice de la République contre le [Voir plus](#)



9:03 AM · 20 oct. 2026



Lundi 19 octobre, Mediapart a publié une enquête dans laquelle il

cite notamment un commissaire du renseignement territorial affirmant qu'il lui est demandé *"texto d'écrire que c'est LFI qui est derrière le mouvement alors que c'est objectivement faux de l'avis général des RT (renseignements territoriaux, Ndlr)"*.

"Qu'on en vienne à manipuler le travail des renseignements territoriaux pour essayer de cibler la France insoumise et de lui imputer une responsabilité dans des actes sur lesquels elle n'a aucune responsabilité, c'est absolument inacceptable", a insisté Manuel Bompard.

"On nous demande texto d'écrire que c'est LFI"

Selon Mediapart qui cite un commissaire du renseignement territorial : *"Il y a des choses indicibles, mais quand on nous demande texto d'écrire que c'est LFI qui est derrière le mouvement alors que c'est objectivement faux de l'avis général des RT, forcément on a des décisions politiques"*, rapporte-t-il [dans cette enquête](#).

Un responsable syndical policier rajoute : *"J'ai été très étonné par ces accusations concernant LFI qui serait responsable du chaos de samedi et des saccages. Je ne vois pas ce qu'a à voir LFI dans l'histoire de ce fiasco. Pourtant, je ne porte pas LFI dans mon cœur"*.

"Le gouvernement est obsédé à vouloir bâcher LFI"

"Le gouvernement est obsédé à vouloir bâcher LFI et attaquer l'extrême gauche et a mobilisé beaucoup de services de police pour écrire ces torchons", [intervient un ancien commissaire, toujours auprès de Mediapart](#). *"Je ne suis ni adhérent ni électeur de ce mouvement, mais il ne faut quand même pas déconner"*, concède-t-il.

"Le gouvernement demande aux renseignements territoriaux de mener une cabale politicienne pour essayer d'éradiquer une formation politique de manipuler les rapports qu'ils proposent et produisent à l'encontre des faits eux-mêmes", a également dénoncé sur RMC, ce mardi matin, Manuel Bompard ;